

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

TARIF

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> • 1 à 12 pages..... 200 F • 16 à 28 pages..... 600 F • 32 à 44 pages..... 1000 F • 48 à 60 pages..... 1500 F • Plus de 60 pages..... 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • TOGO..... 20 000 F • AFRIQUE..... 28 000 F • HORS AFRIQUE..... 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> • Récipissé de déclaration d'associations .. 10 000 F • Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions)..... 10 000 F • Avis d'immatriculation..... 10 000 F • Certification du JO..... 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

ARRETES ET DECISIONS

LOIS

2001

- 14 déc. - Loi n° 2001-17 relative à l'exercice de la médecine traditionnelle au Togo.....
- 31 déc. - Loi n° 2001-18 portant loi de Finances pour la gestion 2002.....
- 31 déc. - Loi n° 2001-19 modifiant l'alinéa 2 de l'article 166 de la loi n° 98-7 du 18 mars 1998 sur les instruments de paiement : chèque, carte de paiement, lettre de change et billet à ordre....

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS

ARRETES ET DECISIONS

LOIS

LOI N° 2001-017 DU 14 DECEMBRE 2001 RELATIVE A L'EXERCICE DE LA MEDECINE TRADITIONNELLE AU TOGO

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre 1 - Dispositions générales

Article premier - La médecine traditionnelle est l'ensemble de toutes les connaissances, techniques de préparation et d'utilisation de substances, mesures et pratiques en usage, explicables ou non à l'état actuel de la science, qui sont basées sur les fondements socioculturels et religieux des collectivités togolaises, qui s'appuient sur les expériences vécues et les observations transmises de génération en génération et qui servent à diagnostiquer, prévenir ou éliminer un déséquilibre du bien-être physique, mental, social ou spirituel.

Art. 2 - Le terme de médecine traditionnelle au sens de la présente loi s'applique notamment aux catégories professionnelles suivantes :

- tradithérapeutes ;
- accoucheuses traditionnelles ;
- herboristes ;
- médico-droguistes.

La catégorie des tradithérapeutes comprend :
les phytothérapeutes : ceux qui soignent principalement par les plantes ;

les psychothérapeutes : ceux qui soignent principalement par les techniques basées sur le vécu social et les relations entre thérapeute et malade, utilisant ou non la puissance du verbe appelée incantation ;

les ritualistes : ceux qui font appel principalement aux rites, religieux ou non, pour soigner ;

les chirokinésithérapeutes : ceux qui pratiquent principalement avec la main nue ou armée d'instrument, des massages ou des modifications sur le corps afin de donner ou rendre aux parties malades ou blessées leur fonction ;

les phlébotomistes : ceux qui pratiquent principalement les techniques de saignée pour soigner.

Est accoucheuse traditionnelle, la personne reconnue comme compétente pour prodiguer à une femme et à son nouveau-né, avant, pendant et après l'accouchement, des soins de santé basés sur les concepts prévalant dans la collectivité où elle vit.

Est herboriste, la personne qui connaît les usages des plantes médicinales et qui les vend.

Est médico-droguiste, la personne qui connaît les usages des substances médicinales d'origine animale ou minérale et qui les vend.

Art. 3 – Est praticien de la médecine traditionnelle, toute personne reconnue compétente par la collectivité dans laquelle elle vit, et par toute association des thérapeutes traditionnels agréée par le ministère de la Santé.

Art. 4 – L'exercice de la médecine traditionnelle est reconnu à toute personne physique ou morale à titre individuel ou en association dans les conditions déterminées par la présente loi.

Art. 5 – Les différentes associations de praticiens de la médecine traditionnelle peuvent se regrouper en une fédération nationale.

Art. 6 – La pratique de la médecine traditionnelle porte sur toutes consultations, tous actes pratiqués dans un but diagnostique, thérapeutique ou préventif, utilisant exclusivement les méthodes et techniques traditionnelles valables et sur toute vente de substances médicinales utilisées comme remèdes traditionnels.

Art. 7 – Tout praticien de la médecine traditionnelle opérant sur le territoire national est tenu d'exécuter les réquisitions légalement établies par l'autorité publique.

Chapitre 2 – Exercice de la médecine traditionnelle

SECTION I – CONDITIONS D'EXERCICE

Art. 8 – Nul ne peut exercer la médecine traditionnelle, ni vendre des remèdes traditionnels s'il n'est agréé par le ministère de la Santé.

Un arrêté du ministre en charge de la Santé détermine les critères requis pour être reconnu comme tradithérapeute, accoucheuse traditionnelle, herboriste, médico-droguiste.

Art. 9 – Dans le cadre de la promotion et du développement de la médecine traditionnelle, il est créé une commission nationale de la

médecine traditionnelle chargée de :

- contribuer au développement du partenariat entre le ministère de la santé et la médecine traditionnelle ;
- stimuler le développement et la promotion de la médecine traditionnelle ;
- élaborer un programme national de médecine traditionnelle ;
- aider les thérapeutes traditionnels à se structurer et à se doter d'un code de déontologie ;
- contribuer à l'amélioration des pratiques et techniques de la médecine traditionnelle ;
- veiller à la mise en place et au respect des textes réglementant l'exercice de la médecine traditionnelle ;
- instaurer une collaboration entre la médecine conventionnelle et la médecine traditionnelle.

Art. 10 – L'organisation, la composition et le fonctionnement de la commission nationale de la médecine traditionnelle sont déterminés par décret en Conseil des ministres.

Art. 11 – Tout postulant à l'exercice de la médecine traditionnelle doit formuler une demande d'autorisation auprès du ministre en charge de la santé. Cette demande doit préciser la catégorie professionnelle choisie par le postulant et le lieu d'exercice.

Art. 12 – Le praticien de la médecine traditionnelle se soumet à tout contrôle ordonné par le ministère de la Santé.

SECTION II – DROITS ET DEVOIRS DES PRATICIENS DE LA MÉDECINE TRADITIONNELLE

Art. 13 – Le praticien de la médecine traditionnelle peut exercer son art à titre individuel ou en association. Il est également autorisé à se faire aider par un personnel travaillant sous sa responsabilité.

Art. 14 – Le praticien de la médecine traditionnelle peut percevoir des honoraires dont le montant est fixé conformément aux usages de la catégorie professionnelle concernée.

Art. 15 – Le praticien de la médecine traditionnelle peut, dans le cadre d'un contrat, collaborer avec un autre praticien du secteur traditionnel ou conventionnel, une formation sanitaire publique ou privée ou une institution de recherche.

Art. 16 – Le praticien de la médecine traditionnelle qui accepte de livrer une recette ou formule pour des besoins de recherche scientifique, peut réclamer un certificat de reconnaissance protégé par les dispositions en vigueur en matière de propriété intellectuelle.

Art. 17 – Le praticien de la médecine traditionnelle doit :

- respecter le secret professionnel ;
- recourir à un praticien plus qualifié au cas où le malade qu'il traite ne présenterait aucun signe d'amélioration après une période raisonnable de traitement ;
- veiller au respect de la dignité, de la sécurité et du confort de ses patients ;
- s'abstenir de commettre tout acte immoral.

Art. 18 – Il est interdit au praticien de la médecine traditionnelle de :

- se livrer à des pratiques visant à nuire à la santé d'autrui ;
- prodiguer des soins à l'intérieur d'une formation socio-sanitaire sans y avoir été convié par le médecin traitant ;
- procéder ou faire procéder à la cueillette, d'une manière inconsidérée, d'espèces médicinales rares ou protégées contribuant ainsi à leur disparition ;
- faire toute publicité à caractère mercantile et mensonger relative à l'efficacité de sa pratique et de ses remèdes ;
- racoler la clientèle ou rémunérer un intermédiaire dans ce but ;
- faire usage, dans l'exercice de sa profession, d'un pseudonyme ou d'un titre impersonnel autre que l'appellation autorisée et figurant dans le registre.

SECTION III – SANCTIONS

Art. 19 – Est considéré comme illégal et passible des sanctions prévues par les textes en vigueur, tout exercice ou tentative d'exercice de la médecine traditionnelle en violation des conditions définies par la présente loi et les textes subséquents.

Art. 20 – Le praticien de la médecine traditionnelle est civilement et pénalement responsable de tous les actes qu'il pose. Il est soumis au pouvoir disciplinaire exercé par l'association des thérapeutes traditionnels agréée par le ministère de la Santé à laquelle il appartient sans préjudice des poursuites judiciaires auxquelles il pourrait s'exposer.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, des experts qualifiés seront commis par le ministre en charge de la santé pour déterminer la nature et la dimension de la responsabilité encourue.

Art. 21 – L'exercice illégal de la médecine traditionnelle est puni d'une amende de cinquante mille (50 000) à cinq cent mille (500 000) F CFA et d'une peine d'emprisonnement de un (1) mois à un (1) an ou de l'une de ces deux peines seulement. L'interdiction temporaire d'exercer la médecine traditionnelle pourra être ordonnée.

Le matériel ayant permis l'exercice illégal sera saisi, confisqué et remis à l'autorité sanitaire compétente.

En cas de récidive, la peine sera portée au double et l'interdiction définitive d'exercer la médecine traditionnelle prononcée.

Chapitre 3 – Dispositions finales

Art. 22 – Des décrets en Conseil des ministres détermineront les modalités d'application de la présente loi.

Art. 23 – La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 14 décembre 2001

Le président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier ministre
Messan Agbéyomé KODJO

LOI N° 2001-018-DU 31 DECEMBRE 2001. PORTANT LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2002

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER****TITRE I****DISPOSITIONS GENERALES**

Article premier – L'exécution du Budget de l'Etat pour la Gestion 2002 est réglée en recettes et en dépenses conformément aux dispositions de la présente Loi de finances.

TITRE II**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES***Chapitre 1*

Art. 2 – Les ressources affectées au Budget Général pour la Gestion 2002 sont évaluées à la somme de 165 146 082 000 Francs. Cette évaluation correspond aux produits de la République conformément au développement qui en est donné à l'état A annexé à la présente loi.

Art. 3 – Les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale pour la gestion 2002 sont évaluées à la somme de 1 430 000 000 de francs conformément au développement qui en est donné à l'état C annexé à la présente loi.

*CHAPITRE 2***MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS**

Art. 4 – Les articles : 39-1-q), 39-1-r), 39-3, 49, 55, 141, 150, 235, 311, 322, 324, 326, 329, 390, 552, 569, 603-bis, 747, 794, 1213, 1232, 1418, 1444, 1447, 1448 et 1475 sont modifiés comme suit :

Art. 39-1-q) – 1^{er}, 2^e et 3^e alinéas, sans changement.

Toutefois, les dons, libéralités et subventions effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général à caractère philanthropique, éducatif, scientifique, artistique, social, culturel ou familial reconnus par le ministère de l'Economie et des Finances, sont admis dans les charges déductibles des bénéfices dans la limite de trois pour mille du chiffre d'affaires.

Art. 39-1-r) – Les frais et charges de fournitures de biens et services sont déductibles, lorsqu'ils remplissent les conditions requises par le 1^{er} alinéa du présent article. Toutefois, lorsque les fournisseurs sont établis ou domiciliés au Togo, ces frais et charges ne sont admis en déduction des bénéfices imposables qu'à la condition supplémentaire que l'entreprise bénéficiaire fournisse trimestriellement à l'Administration des impôts la liste desdits fournisseurs avec indication de leurs nom et prénoms ou raison sociale, leur adresse ainsi que du montant des transactions.

Art. 39-3 - Sont déductibles également, les provisions constituées en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables à condition qu'elles aient été effectivement constatées dans les écritures comptables de l'exercice et figurent dans le relevé des provisions prévu à l'article 49.

Par contre, ne sont pas déductibles les provisions que constitue une entreprise en vue de faire face au versement d'allocations en raison du départ à la retraite ou préretraite des membres de son personnel.

Il en est de même pour les provisions de propre assureur constituées par les entreprises et mentionnées au paragraphe 1, alinéa 1 du présent article.

Les provisions qui en tout ou en partie reçoivent un emploi non conforme à leur destination ou deviennent sans objet au cours d'un exercice ultérieur sont rapportées aux résultats dudit exercice sauf dispositions réglementaires contraires. Lorsque le rapport n'a pas été effectué par l'entreprise elle-même, l'Administration peut procéder aux redressements nécessaires dès qu'elle constate que les provisions sont devenues sans objet.

Dans ce cas les provisions sont, s'il y a lieu, rapportées aux résultats du plus ancien des exercices soumis à vérification.

En tout état de cause et quel que soit son objet, une provision constituée en vue de faire face à une perte, à une charge ou à un risque divers, n'est admise en déduction des résultats que si les pertes ou charges prévues sont :

- elles-mêmes déductibles par nature
- nettement précisées ;
- probables et non simplement éventuelles et résultent d'événements en cours à la clôture de l'exercice.

Des décrets fixent les règles d'après lesquelles certaines provisions pourront être retranchées des bénéfices imposables.

Art. 49 : Les contribuables visés à l'article 48 sont tenus de fournir en même temps que la déclaration dont la production est prévue audit article, sur des imprimés établis par l'Administration, un tableau des résultats de l'exercice comportant un résumé du compte de résultats faisant état de l'ensemble des produits, profits, charges et pertes d'exploitation ou hors exploitation, exceptionnels, financiers ou découlant des exercices antérieurs, la liste détaillée par catégorie de frais généraux et l'indication détaillée des rectifications extra comptables à opérer en vue d'obtenir le résultat fiscal, le bilan et un relevé des amortissements et des provisions présentées conformément à des modèles qui sont fixés par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Cet arrêté édicte des définitions et des règles d'évaluation auxquelles les entreprises sont tenues de se conformer.

Le reste sans changement.

Art. 55 : Les produits passibles de l'impôt sur le revenu dans la

catégorie des bénéfices agricoles sont ceux réalisés par les exploitants individuels ou par les membres de sociétés ou groupements n'entrant pas dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés.

Art. 141 : Sous réserve des dispositions des articles 142, 143 et 144, les bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés sont déterminés d'après les règles fixées aux articles 30 à 41, 47 à 52 et 112 en tenant compte uniquement des bénéfices réalisés dans les entreprises exploitées au Togo ainsi que de ceux dont l'imposition est attribuée au Togo par une convention internationale relative aux doubles impositions. En cas de déficit subi pendant un exercice le déficit est considéré comme une charge de l'exercice et déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice.

Si le bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction prévue au premier alinéa du présent article puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est reporté successivement sur les exercices suivants jusqu'au troisième qui suit l'exercice déficitaire.

L'exploitation d'une entreprise s'entend de l'exercice habituel d'une activité commerciale qui peut soit s'effectuer dans le cadre d'un établissement, c'est-à-dire d'une installation stable possédant une autonomie propre, soit être réalisée par l'intermédiaire de représentants n'ayant pas de personnalité indépendante soit résulter de la réalisation d'opérations formant un cycle commercial complet.

Ces principes sont applicables pour déterminer la situation au regard de l'impôt togolais tant des opérations extraterritoriales réalisées par les sociétés togolaises que des opérations réalisées au Togo par les sociétés étrangères.

Alinéa 5 : abrogé.

Art. 150 : Pour le calcul de l'impôt, toute fraction du bénéfice imposable inférieure à 1 000 francs est négligée.

Les taux de l'impôt sur les sociétés sont fixés à :

- Abrogé ;
- 37 % du bénéfice imposable pour les industries ;
- 40 % du bénéfice imposable pour les autres .

Art. 235 : La base de calcul de la taxe professionnelle se compose de deux éléments déterminés au cours d'une période de référence, soit :

1 - le chiffre d'affaires global toutes taxes comprises ou le montant brut, toutes taxes comprises, des recettes ou honoraires réalisés au cours de l'année civile précédant celle de l'imposition ou de l'exercice de douze mois clos au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile.

Ce sont les chiffres d'affaires ou recettes déclarés pour l'application de l'impôt sur le revenu ou l'impôt sur les sociétés abstraction faite cependant des chiffres d'affaires, des indemnités, recettes ou profits exceptionnels provenant de plus-values réalisées à l'occasion de la cession de tout ou partie de l'actif immobilisé ou de la cessation de l'activité ou de la profession ; (en ce qui concerne les produits dont la marge brute autorisée est fixée à un

montant spécifique par quantité ou unité de produit vendu en vertu d'un arrêté du Ministre chargé du commerce, le premier élément de la base imposable à la taxe professionnelle est constitué par cette marge.

2 – Sans changement.

Art. 311 : Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) :

I – Affaires ou opérations soumises à un autre impôt : sans changement

II – Agriculture et pêche : abrogé

III – Professions Libérales :

1°) sans changement

2°) sans changement

3°) abrogé.

IV – Organismes d'utilité générale : sans changement

V – Autres exonérations :

1°) l'importation, la production et la vente de produits énumérés à l'annexe au présent chapitre ;

(ajouter à la liste des produits de l'annexe le papier servant à la fabrication des cahiers et livres à usage scolaire) ;

2°) les ventes, cessions ou prestations réalisées par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial, à l'exception des recettes de publicité ;

3°) les artisans au sens de l'article 33 du présent code ;

4°) les opérations de crédit-bail ou "leasing" faites avec les entreprises qui sont elles-mêmes exonérées de la TVA par la réglementation en vigueur ;

5°) les prestations de services se rapportant à l'importation de biens et dont la valeur est comprise dans la base d'imposition de l'importation.

Art. 322 : La taxe sur la valeur ajoutée est liquidée :

- au vu des déclarations souscrites par les assujettis dans les conditions prévues à l'article 333. Elle frappe les sommes imposables préalablement arrondies à la dizaine de francs la plus proche ;
- lors de l'intervention du fait générateur, au cordon douanier.

Art. 324 : La taxe sur la valeur ajoutée qui grève les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à cette opération.

Il s'agit notamment de :

1 - sans changement

2 - sans changement

3 - sans changement

4 - la taxe sur la valeur ajoutée facturée ou acquittée sur des services se rapportant aux mêmes opérations que celles visées ci-dessus.

Art. 326 : La taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé l'acquisition de biens et services est :

- déductible en totalité lorsqu'ils concourent à la réalisation d'affaires imposables ou à des exportations ;

fares imposables ou à des exportations ;

- déductible partiellement lorsque ces biens et services ne concourent pas en totalité à des affaires imposables ou à des exportations ;

- exclue du droit à déduction lorsqu'ils concourent à la réalisation d'affaires non imposables ou lorsque le chiffre d'affaires est réduit à une marge brute autorisée, déterminée par un arrêté du ministre chargé du commerce.

Le reste sans changement.

Art. 329 : En cas de modification intervenue dans l'activité de l'entreprise, notamment la cessation d'activité, la destruction, le vol ou la disparition justifiée ou non du bien, la cession séparée à titre onéreux ou gratuit d'éléments d'actif, l'abandon de la qualité de redevable de la taxe sur la valeur ajoutée, l'affectation d'un bien à une activité ou à un usage n'ouvrant pas droit à déduction, le changement de réglementation, les redevables doivent reverser :

Le reste sans changement.

Art. 390 : Des droits de consommation sont établis au profit du budget général sur les produits ci-dessous énumérés et d'après les taux suivants :

- Boissons non alcoolisées à l'exclusion de l'eau : 1 %
- Boissons alcoolisées à l'exclusion de la bière : 16 %
- Tabacs : 15 %
- Farine de blé : 1 %
- Huiles et corps gras alimentaires : 1 %
- Produits de parfumeries et cosmétiques : 15 %
- Café : 10 %

Art. 552 : Sont assujettis au droit de 2 francs par 100 francs lorsque la durée est limitée, les baux, sous baux et prorogations conventionnelles ou légales de locaux d'immeubles, de fonds de commerce et autres biens meubles ainsi que les baux de pâturage et nourriture d'animaux, les baux à cheptel ou reconnaissance de bestiaux et les baux à nourriture de personnes.

Le droit est perçu sur le montant cumulé de toutes les années, sauf ce qui est dit à l'article 1213.

Les baux des biens domaniaux sont assujettis aux mêmes droits.

Au cas où le bail est renouvelable, le droit est perçu pour au moins un an.

Art. 569 : Les actes constatant les marchés y compris les marchés faisant objet de lettres de commande et les adjudications au rabais pour constructions, réparations, entretiens, approvisionnement et fournitures sont assujettis à un droit de 2 francs par 100 francs. Par contre, sont assujettis à un droit de 1 franc par 100 francs :

- les marchés administratifs de fournitures d'hydrocarbures ;
- les marchés présentés à l'enregistrement par :

les offices, établissements publics et les sociétés privées d'économie mixte ainsi que les unions de ces offices, établissements et sociétés, chargés de l'aménagement et de la construction d'habita-

tions à loyer modéré ainsi que des opérations de lotissements et de vente de terrains leur appartenant en vue de la construction d'habitations économiques ou d'opérations d'aménagement urbain, les sociétés coopératives de construction, les sociétés privées d'économie mixte et groupements qui procèdent sans but lucratif au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant, les offices publics et sociétés de crédit immobilier ainsi que leurs unions pour les financements de constructions économiques.

Le droit est liquidé sur le prix exprimé ou sur l'évaluation des objets du marché ou encore sur le montant total du prix des travaux et fournitures.

Ce droit est à la charge de l'entrepreneur ou du fournisseur. Le paiement peut être fractionné ainsi qu'il est prévu à l'article 1214 du présent code.

Les actes, objet du présent article, entrent dans le champ d'application de l'article 1002.

Art. 603 : - bis.

Le droit d'enregistrement des actes de mutation de biens meubles et immeubles au profit des missions religieuses est fixé à 1 franc par 100 francs à l'exclusion des taxes additionnelles.

Art. 747 : Donnent lieu au paiement d'un droit de timbre sous la forme de timbres de la série unifiée et aux tarifs suivants, les documents et opérations énumérés ci-dessous :

- 1 - sans changement
- 2 - sans changement
- 3 - sans changement
- 4 - sans changement
- 5 - les demandes adressées au service des impôts en vue d'obtenir la délivrance de documents ci-après énumérés, de même que certains des documents sont passibles de droits de timbre aux tarifs suivants, par apposition matérielle sur lesdites demandes :

- quitus fiscaux : 1 000 francs
- demande d'exonération de la taxe de résidence : 1000 francs
- demande de certificat d'imposition ou de non imposition : 1 000 francs
- demande d'attestation ou de certificat de domicile ou de résidence fiscale : 1000 francs
- demande d'attestation d'immatriculation : 5 000 francs
- attestation d'exonération d'impôts et taxes de toutes sortes : 1 000 francs
- autorisation préalable : 25 000 francs
- arrêté ou permis d'occupation temporaire : 5 000 francs
- contrat d'échange d'immeuble : 5 000 francs
- état descriptif : 10 000 francs
- 6 - sans changement.

Art. 794 : Abrogé

Art. 1213 : 1 - Le droit proportionnel exigible sur les mutations de jouissance de biens immeubles et de fonds de commerce est perçu lors de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration.

2 - Toutefois, le montant du droit est fractionné :

- a) s'il s'agit d'un bail à durée fixe, en autant de paiements qu'il y a de périodes triennales dans la durée du bail ;
- b) s'il s'agit d'un bail à périodes, en autant de paiements que le bail comporte de périodes.

3 - Chaque paiement représente le droit afférent au loyer et aux charges stipulées pour la période à laquelle il s'applique, sauf aux parties, si le bail est à périodes et si la période dépasse trois ans, à requérir le fractionnement prévu à l'alinéa a) du paragraphe 2 ci-dessus.

4 - Le droit afférent à la première période du bail est seul acquitté lors de l'enregistrement de l'acte ou de la déclaration ; celui afférent aux périodes suivantes est payé dans les trois mois du commencement de la nouvelle période à la diligence du locataire et du propriétaire, sous la peine édictée à l'article 1232. Il est perçu d'après le tarif en vigueur au commencement de la période.

Dans tous les cas, le droit afférent à la première période du bail doit être perçu pour au moins un an.

Art. 1232 : Sauf dispositions particulières, tout retard dans le paiement des impôts, droits, taxes, redevances ou sommes quelconques donne lieu à l'application d'une pénalité égale, *(pour le premier mois à 10 % du montant des sommes dont le versement a été différé. Ce taux est progressivement majoré, chaque mois, à raison de 1 % à l'expiration du 1^{er} mois de retard. Pour le calcul de cette pénalité, qui ne peut être inférieure à 1 000 francs, toute période d'un mois commencée est comptée entièrement).*

Art. 1418 : La mention du numéro d'identification visé à l'article 1413 ci-dessus est obligatoire dans toute transaction effectuée entre commerçants, artisans, industriels et prestataires de services. Cette mention est portée sur les factures ou tous documents en tenant lieu. Chaque infraction à cette obligation est sanctionnée par une amende égale à 3 % du montant de la transaction. L'amende est mise à la charge du fournisseur ou du bénéficiaire, les parties à la transaction étant tenues solidairement au paiement vis-à-vis de l'administration.

Art. 1444 : Sont exonérés de la taxes de résidence, les chefs de ménages entrant dans les catégories suivantes :

- les personnes de moins de 18 ans,
- les personnes âgées de cinquante-cinq ans et plus et ne disposant pas de revenu ou qui n'ont pour seul revenu qu'une pension ou une rente viagère,
- les personnes âgées de plus de soixante ans,
- les personnes reconnues indigentes par l'autorité compétente (communes, préfectures),
- les infirmes ou invalides munis d'un titre justificatif délivré par l'autorité compétente et qui ne disposent d'autres revenus que d'une pension allouée en raison de leur incapacité,
- les élèves et étudiants effectivement inscrits dans les établissements et les apprentis ne disposant pas de revenus professionnels,
- les agents diplomatiques ou consulaires de nationalité étran-

gère dans la localité de leur résidence officielle et pour cette résidence seulement à la condition de n'exercer ni commerce, ni industrie et dans la mesure où les pays qu'ils représentent, accordent des avantages analogues à leurs homologues togolais. Des attestations d'exonération pourront être délivrées par le service des impôts.

Art. 1447 : Les niveaux d'équipement de l'habitation sont déterminés par les indicateurs ci-après :

- abrogé ;
- types d'habitation (villa, appartement, concession) ;
- branchement au réseau d'eau potable ;
- branchement d'électricité.

Art. 1448 : Les tarifs de la taxe de résidence sont déterminés en fonction des niveaux d'équipement des habitations conformément au tableau ci-après :

Type d'habitation	Catégories	Electricité	Eau	Tarif par mélange
Concession > 3 ménages	Niveau 1	Non	Non	1 000
Concession > 3 ménages	Niveau 2	Oui	Non	1 400
Concession > 3 ménages	Niveau 3	Non	Oui	1 400
Concession > 3 ménages	Niveau 4	Oui	Oui	2 100
Concession de 2 ou 3 ménages	Niveau 1	Non	Non	1 400
Concession de 2 ou 3 ménages	Niveau 2	Oui	Non	2 300
Concession de 2 ou 3 ménages	Niveau 3	Non	Oui	2 300
Concession de 2 ou 3 ménages	Niveau 4	Oui	Oui	3 400
Concession individuelle	Niveau 1	Non	Non	4 600
Concession individuelle	Niveau 2	Oui	Non	7 000
Concession individuelle	Niveau 3	Non	Oui	9 700
Concession individuelle	Niveau 4	Oui	Oui	15 000
Appartement	Niveau 1	Non	Non	20 300
Appartement	Niveau 2	Non	Oui	23 000
Appartement	Niveau 3	Oui	Non	27 400
Appartement	Niveau 4	Oui	Oui	28 100
Villa	Niveau 1	Non	Non	30 000
Villa	Niveau 2	Non	Oui	31 400
Villa	Niveau 3	Oui	Non	32 800
Villa	Niveau 4	Oui	Oui	35 000

Art. 1475 : Un droit proportionnel est perçu à l'occasion des prestations de services réalisées par le Service des Domaines et de la Conservation de la Propriété Foncière aux taux ci-après, sur la base de la valeur vénale réelle ou réévaluée :

- 1 – sans changement
- 2 – sans changement
- 3 – sans changement
- 4 – inscription de bail 1,2 %
- 5 – sans changement
- 6 – mutations totales, morcellements de titres fonciers 1,2 %
- 7 – réévaluation d'immeubles, fusion et démembrement de titres fonciers 2 %

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Art. 5 – Le plafond des crédits applicables au Budget Général de

la Gestion 2002 s'élève à la somme de 183 201 877 000 Francs.

Ce plafond de crédit s'applique :

- aux dépenses ordinaires des services : 115 085 481 000 Francs
- aux dépenses relatives au paiement de la dette publique : 30 646 396 000 Francs
- aux dépenses en capital pour assurer les investissements : 37 470 000 000 Francs

Art. 6 – Le plafond des crédits ouverts au titre des comptes d'affectation spéciale pour la gestion 2002 s'élève à la somme de 1 430 000 000 de francs.

Art. 7 – Il est interdit aux autorités administratives régulièrement habilitées à engager des dépenses publiques, de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations des dépenses importantes sur les crédits ouverts par les articles précédents, à moins que ces mesures ne résultent de l'application des lois

existantes ou des dispositions de la présente loi.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RECETTES ET DES DEPENSES

Art. 8 – Les opérations du Budget Général pour la gestion 2002 sont évaluées comme suit :

Recettes : 165 146 082 000 francs

Dépenses : 183 201 877 000 francs

Art. 9 – Les charges nettes pouvant éventuellement résulter de l'ensemble des opérations prévues à l'article 5 seront couvertes soit par les ressources de trésorerie, soit par les ressources d'emprunt que le Gouvernement est autorisé à contracter en particulier par les émissions de bons de trésor.

Les demandes de décaissements sur les financements extérieurs seront exécutées selon les procédures habituelles de chaque bailleur de fonds.

Le Ministre chargé des Finances, muni des pleins pouvoirs est seul autorisé à signer les conventions ou accords relatifs aux emprunts ou aux dons.

Ces conventions ou accords sont exécutoires dès leur signature.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS FINALES

TITRE I

BUDGET GENERAL

Art. 10 – Au titre des dépenses de fonctionnement et d'investissement, il est ouvert un crédit de 183 201 877 000 francs, réparti comme suit :

- Au Titre I : Dette publique et viagère : 30 771 396 000 francs
- Au Titre II : Pouvoir Publics : 3 852 769 000 francs
- Au Titre III : Ministères et Services : 79 305 893 000 francs
- Au Titre IV : Interventions de l'Etat : 31 801 819 000 francs
- Au Titre V : Dépenses d'investissements : 37 470 000 000 francs

DE L'EXECUTION

Art. 11 – L'exécution des dépenses est soumise à la procédure de gestion de la présente loi des finances.

Art. 12 – La date limite des engagements, au titre des ressources internes, est impérativement fixée au 20 novembre 2002, à l'exception des états de salaires, des décomptes de travaux, de factures, des mémoires des travaux ou de prestations exécutées sur les marchés pour lesquels la date limite des engagements est fixée au 20 décembre 2002.

Art. 13 – Aucun crédit ne pourra être affecté s'il n'entre dans le cadre des autorisations de programme de l'année considérée.

Art. 14 – Le Ministre chargé des Finances est ordonnateur principal unique des recettes et des dépenses du budget de l'Etat, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor.

TITRE II

COMPTES D'AFFECTATIONS SPECIALE

Art. 15 – Le montant des crédits ouverts aux ministères pour la Gestion 2002 au titre des Comptes d'Affectation spéciale est fixé à la somme de 1 430 000 000 de francs conformément à la répartition par compte qui en est donnée à l'état C annexé à la présente loi.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Art. 16 – La clôture du Budget Général pour la Gestion 2002 est fixée au 31 décembre 2002.

Art. 17 – La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 31 décembre 2001

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier ministre
Messan Agbéyomé KODJO

**LOI N° 2001-019 DU 31 DECEMBRE 2001 MODIFIANT
L'ALINEA 2 DE L'ARTICLE 166 DE LA LOI N° 98-007 DU
18 MARS 1998 SUR LES INSTRUMENTS DE PAIEMENT ;
CHÈQUE, CARTE DE PAIEMENT, LETTRE DE CHANGE
ET BILLET A ORDRE.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Dans l'alinéa 2 de l'article 166 de la loi n° 98-007 du 18 mars 1998 le chiffre " 166 " est remplacé par " 165 ".

Art. 2 – La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 31 décembre 2001

Le Président de la République
Gnassingbé EYADEMA

Le Premier ministre
Messan Agbéyomé KODJO